

## **AVENANT N° 47 DU 20 OCTOBRE 2022**

### **A LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DU NOTARIAT DU 8 JUIN 2001 DANS SA REDACTION ISSUE DE L'ACCORD DU 16 DECEMBRE 2021**

#### **Modification de l'article 29.1.2 : modalités spécifiques de mise en œuvre des actions de formation**

#### **ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**Le Conseil supérieur du notariat**, dont le siège est à PARIS 7ème, 60, boulevard de La Tour-Maubourg,

**Le Syndicat national des notaires**, dont le siège est à PARIS 8ème, 73, boulevard Malesherbes,

**Le Syndicat des notaires de France**, dont le siège est à NANCY (54), 18 rue Saint Dizier,  
formant la délégation patronale des notaires représentée par Me Pierre-Henri TOULOUSE,  
notaire à TARBES,

#### **D'UNE PART,**

**ET**

**La Fédération des services C.F.D.T.**,  
dont le siège est à PANTIN (93), 14 rue Scandicci,  
représentée par Mme Evelyne LARLET-LOIR,

**Le Syndicat national des cadres et techniciens du notariat**,  
dont le siège est à PARIS 8ème, 59/63 rue du Rocher,  
représenté par M. Lucien CARON,  
ledit syndicat affilié à la **C.F.E. - C.G.C.**,

**La Fédération « commerce, services et force de vente » C.F.T.C.**,  
dont le siège est à PARIS 19ème, 34 quai de la Loire,  
représentée par Mme Sandra WISNIEWSKI,

**La Fédération nationale des personnels des sociétés d'études C.G.T.**,  
dont le siège est à MONTREUIL (93), 263 rue de Paris,  
représentée par Mme Valérie BAGGIANI,

**La Fédération générale des clercs et employés de notaire**,  
dont le siège est à PARIS 8ème, 31 rue du Rocher,  
représentée par M. Jean-Jacques BAUDUIN  
ladite fédération affiliée à la **c.g.t. – F.O.**,

**L'Union nationale des syndicats autonomes U.N.S.A.**,  
dont le siège est à BAGNOLET (93), 21 rue Jules Ferry,  
représentée par Mme Frédérique PAQUIER,

#### **D'AUTRE PART,**



CONSEIL SUPÉRIEUR  
DU NOTARIAT

## Article 1 – Article 29.1.2

L'article 29.1.2 de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, dans sa rédaction issue de l'accord du 16 décembre 2021, est modifié comme suit :

### *Article 29.1.2. Modalités spécifiques de mise en œuvre des actions de formation*

#### **29.1.2.1. Proposition de formation**

Chaque employeur est tenu de proposer à chacun des salariés de l'office une ou plusieurs actions de formation par période quadriennale et dans la limite à la fois :

- de 2 jours ouvrables minimum, consécutifs ou non, pris sur le temps de travail par journée ou par demi-journée, sur une ou plusieurs années de la période quadriennale,
- et de l'enveloppe budgétaire de l'organisme agréé.

Par principe général, les périodes quadriennales visées à l'alinéa précédent débutent à la date d'embauche en CDI du salarié dans l'office, se succèdent et cessent à la date de fin du contrat de travail. Par exception, lorsque l'embauche en CDI a été immédiatement précédée d'un ou plusieurs CDD, à l'exclusion des CDD conclus dans le cadre de la formation professionnelle, le point de départ de la période quadriennale est fixé rétroactivement à la date de conclusion du CDD initial.

Pour tous les salariés embauchés avant le 1er janvier 2013, la première période quadriennale débute le 1er janvier 2013.

Les suspensions du contrat de travail, pour quelque cause que ce soit, n'ont pas pour effet de prolonger une période quadriennale ; toutefois, la suspension du contrat de travail d'une durée égale ou supérieure à 6 mois prolonge ladite période quadriennale d'autant.

Par ailleurs, lorsqu'au cours des 3 derniers mois de la période quadriennale, une suspension du contrat de travail a pour conséquence de mettre l'employeur dans l'impossibilité de proposer une formation dans les conditions prévues au premier

alinéa ci-dessus, ladite formation doit alors être proposée au salarié, en priorité, lors de sa reprise du travail. Les points attribués à ce titre le seront pour la période antérieure.

La suspension du contrat de travail qui couvre la totalité d'une période quadriennale exonère l'employeur, sur ladite période, de l'obligation instituée à l'article 29.1.2.2.

#### **29.1.2.2. Attribution des points de formation**

Le salarié, à l'exclusion du salarié en CDD et du salarié en formation par alternance (en CDD ou pendant la période de formation du CDI), qui a suivi une ou plusieurs actions de formation proposées par l'employeur, en application de l'article 29.1.2.1, bénéficie d'une attribution de 5 points qui viennent majorer son salaire.

Pour l'attribution des points de formation, seules sont prises en compte les actions de formation se déroulant au minimum par demi-journée en présentiel ou à distance.

Les 5 points de formation sont attribués à compter du premier jour du mois au cours duquel le salarié produit l'attestation de présence délivrée par l'organisme de formation, justifiant du suivi des 2 jours au moins de formation, consécutifs ou non. Sans que ces formations ne portent nécessairement sur le même thème. Lorsque les journées de formation suivies par le salarié ne sont pas consécutives, ces points sont attribués à compter du premier jour du mois au cours duquel le salarié produit l'attestation de présence délivrée par l'organisme de formation qui, cumulée avec les précédentes, justifie du suivi des 2 jours de formation.

Les points de formation ne sont attribués qu'une seule fois au cours de chaque période quadriennale telle que définie à l'alinéa 2 de l'article 29.1.2.1, même si le salarié a suivi plus de 2 jours ouvrables de formation sur ladite période.

Le salarié qui a refusé la proposition de formation de son employeur et n'a de ce fait pas suivi 2 jours de formation au cours d'une période quadriennale telle que définie à l'article 29.1.2.1 ne bénéficie pas

de l'attribution des points de formation au titre de ladite période. Le salarié qui ne s'est vu proposer la participation à aucune formation au cours d'une période quadriennale, en application et dans les conditions de l'article 29.1.2.1., bénéficie de l'attribution des points de formation à l'issue et au titre de ladite période.

Les points de formation font l'objet d'une ligne distincte sur le bulletin de paie du salarié.

Ces points de formation disparaissent lorsqu'un changement de niveau ou de catégorie est accordé au salarié, dès lors que le nouveau coefficient de base tel que défini à l'article 15.1 de la convention collective nationale du notariat est égal ou supérieur à l'ancien coefficient de base augmenté des points de formation. A défaut, le solde des points de formation acquis sur les périodes quadriennales antérieures reste acquis au salarié tant que celui-ci n'a pas bénéficié d'un nouveau changement de niveau ou de catégorie.

### **29.1.2.3. Suivi des formations proposées par l'employeur**

Chaque employeur est tenu de conserver la preuve, par tout moyen, des informations suivantes :

- nom et prénom du salarié ;
- date de début de la première période quadriennale déterminée dans les conditions de l'article 29.1.2.1 ;
- pour chaque période quadriennale :
  - date et intitulé de la formation proposée ;
  - date de présentation à l'employeur par le salarié de l'attestation de présence délivrée par l'organisme de formation ;
  - durée de la/des formation(s) ;
  - date d'attribution des points de formation.

Le refus du salarié de participer à une formation proposée par l'employeur doit être acté par écrit à la date où il intervient.

Chaque salarié peut à tout moment demander la communication des informations le concernant

conservés par l'employeur en application du présent article.

## **Article 2 – Date d'entrée en vigueur**

Le présent avenant entrera en vigueur le 1er novembre 2022.

## **Article 3 – Publicité, dépôt et extension de l'avenant**

L'accord sera rendu public et versé dans une base de données nationale, en application des articles L.2231-5-1 et R.2231-1-1 du Code du travail.

Il sera déposé conformément aux articles L.2231-6 et D.2231-2 et suivants du Code du travail et sera porté à la connaissance des employeurs et des salariés par sa mise en ligne sur le portail REAL, intranet de la profession, chaque employeur conservant la preuve de sa diffusion à tous les membres du personnel, par tout moyen.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L.2261-24 et suivants du Code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris en dix (10) exemplaires,  
Le vingt octobre deux mille vingt-deux